



HAL
open science

Éléments pour une critique de la ville durable

Jérôme Boissonade

► **To cite this version:**

Jérôme Boissonade. Éléments pour une critique de la ville durable. Représenter la transformation, 2018. halshs-02319678

HAL Id: halshs-02319678

<https://shs.hal.science/halshs-02319678>

Submitted on 18 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

3. REPRESENTER : ENTRE PARTAGES ET CONFLITS

Eléments pour une critique de la ville durable

Jérôme Boissonade



La "ville durable" est présentée comme étant la réponse la plus appropriée aux problèmes environnementaux que nous connaissons aujourd'hui. Le succès de cette notion et de celle de développement durable dont elle est issue, s'explique selon nous par le fait que les temporalités des milieux habités y sont représentées à la fois comme promesse ("les générations futures") et comme catégorie d'action ("penser global, agir local"). Pour répondre aux problèmes environnementaux, cette promesse de durabilité urbaine associe de manière systémique développement économique et bien-être humain et environnemental et cette catégorie d'action, permet à l'ensemble des entités participant à l'urbain de travailler ensemble ici et maintenant ("les petits gestes"). Si la ville durable n'est pas seulement une promesse, mais aussi un instrument, il nous semble que lorsque nous portons la ville durable, en installant un réseau intelligent ou en triant nos déchets, nous n'agissons pas en suivant d'autres logiques d'action "sous couvert de durabilité", mais nous participons activement d'une véritable transformation urbaine et anthropologique "par le durable". Quel sens donner alors à l'évolution des projets urbains qui sont censés incarner une réponse aux problèmes environnementaux ? Que signifie "transformer" par le durable et quelles en sont les conséquences ? Dans quelle mesure une transformation urbaine par le durable résulte-t-elle des conflits et controverses qui les traversent ?

Pour mieux se représenter cette “transformation par le durable, nous tenterons de répondre successivement à ces trois questions, en mettant en évidence quelques enjeux liés aux transformations de l’urbain par les politiques de durabilité. Ces politiques ont en effet, des conséquences majeures sur la ville contemporaine, sur l’ensemble des acteurs qui en ont la charge et sur les populations qui les pratiquent au quotidien.

Les échelles de la ville durable

Ce que nous nommons aujourd’hui la “ville durable” est le fruit d’un long processus entamé dans les années 1970, qui a subi une évolution radicale dans les années 1990 qui a aussi changé la nature des acteurs concernés. C’est le “monde” de référence de la ville durable qui se transforme, incarné par un cadre sémantique, un type de projet urbain, des objets emblématiques et des échelles spécifiques. On peut mettre en évidence trois périodes qui ont structuré les “mondes urbains souhaitables”¹ de la ville durable :

	Années 1970-80	Années 1990-2010	Années 2020...
Cadre	« Écologie »	« Développement durable »	« Transition énergétique »
Projet urbain	Maisons solaires	Écoquartiers	Smart Cities
Objet emblématique	Serre bioclimatique	Bardage bois	Réseau intelligent
Echelle spatiale	Production artisanale (prototypes architecturaux)	Production manufacturière (objets urbains)	Production de services (systèmes urbains)
Echelle temporelle	Biographie familiale (projet de vie)	Action publique (société locale)	Perspective anthropologique (comportements humains)

On voit ici que ce “monde urbain” de la ville durable s’inscrit dans un contexte qui voit la dimension économique prendre une place de plus en plus incontournable (grands groupes du BTP et des services environnementaux). Pour aller plus loin dans l’analyse de cette évolution, il convient cependant de considérer que chacun de ces projets urbains, mis en œuvre successivement au nom de l’écologie, du développement durable ou de la transition énergétique, articule différemment les échelles spatiales et temporelles. L’augmentation de l’échelle spatiale des projets s’accompagne en effet d’une transformation de leur nature, dans la mesure où l’on passe de la mise en œuvre quasi artisanale de prototypes architecturaux, à la mise en place de systèmes urbains interconnectés et consacrés à la production de services.

L’échelle temporelle convoquée par ces évolutions est, elle aussi, de nature à transformer radicalement le sens des projets mis en œuvre. Alors que la maison solaire relevait d’un projet de vie qui s’inscrivait dans une biographie individuelle ou familiale, les projets de smart cities actuels

¹ En référence aux “mondes et pratiques souhaitables” évoqués par Vincent Béal, Mario Gauthier et Gilles Pinson, « Introduction », *Le développement durable changera-t-il ma ville ? Le regard des sciences sociales*, Publications de l’Université de Saint-Etienne, 2011, p. 12-13.

s'inscrivent dans une perspective anthropologique qui s'attache à tirer parti des comportements humains pour mieux les transformer.

Les conséquences de la durabilité

Introduite dans le débat public par les contestations écologiques des années 60-70, la question environnementale a changé radicalement de sens lors du sommet de Rio, qui va instituer l'écologie en développement durable. Machine de guerre contre une alternative communiste crépusculaire, cette reconfiguration vise un au-delà de la politique, capable de rassembler les populations dans un consensus légitime pacifié, autour de la survie de la planète. C'est cette origine qui rend si difficile l'identification et la gestion du développement durable par d'autres biais que l'environnement. Si les institutions², ont cru voir dans cette légitimation des politiques publiques par le durable, un remède contre la défiance dont elles étaient l'objet, on peut craindre qu'à terme, cette technicisation du politique approfondisse encore cette défiance, au profit d'une croyance dans une technique fragile, tant elle se double d'une méfiance a priori envers tout grand récit.

En termes temporels, le projet durable est analogue au projet moderne - il faut l'effort de chacun pour un monde meilleur qui justifierait de "sacrifier le présent". Il s'agit bien là d'une prise de pouvoir par le dessin d'un horizon nécessaire qui se transforme en injonction anthropologique³. Cependant, cette reconfiguration ne représente plus les hommes, leur bien-être et leur émancipation, finalité ultime de toute société démocratique, mais insère chacun d'entre nous dans une double lignée "naturalisante", anthropologique et systémique. D'une part, nous devons être les garants du monde que nous léguons à nos enfants, sans pouvoir remettre en cause le principe d'un développement que nous héritons de nos parents. D'autre part, cette configuration insère chacun d'entre nous dans des systèmes (biodiversité, climat, gouvernance, etc.) auxquels nous sommes censés prendre part, sans pouvoir remettre en cause les dispositifs procéduraux qui nous dépossèdent, nous et nos expériences quotidiennes, de toute légitimité face à la complexité de la question environnementale et de l'urgence dans laquelle nous sommes pour y répondre.

Afin de surmonter ces contradictions, de nombreux acteurs, essentiellement institutionnels, comptent sur la ville durable pour incarner un gouvernement des conduites en-deçà du droit, indispensable pour mener à bien un partage intime de la transformation des sociétés que requiert la question environnementale. La ville durable participe en effet, d'un retournement majeur. Alors qu'auparavant, seules les institutions publiques et les acteurs économiques étaient susceptibles d'être mis en cause sur des motifs environnementaux, le développement durable en général et la ville durable en particulier, autorisent les institutions à mettre à l'index les populations au quotidien, condamnées à répondre sans faille au défi planétaire par leurs "petits gestes" quotidiens.

Les projets urbains portés par le développement durable et l'économie verte, ne sont pas la simple expression d'un modèle qui assignerait à la ville une mission complémentaire, pour lui permettre de répondre à un nouveau défi, environnemental. La ville durable relève d'un projet qui vise avant tout à remplacer la question historique posée à l'urbain et à laquelle sont confrontées les institutions qui en ont la charge : la question sociale. La charge morale de cette question

² Si ce terme générique permet difficilement de saisir la diversité des entités qu'il concerne, il les rassemble par leur volonté de régulation par la durabilité.

³ Je remercie Alain Guez pour cette remarque pertinente.

sociale, assumée auparavant par l'industrie dans le cadre des rapports sociaux au sein de l'entreprise⁴, a été ensuite assumée par les pouvoirs publics qui ont territorialisé la question sociale dans une question urbaine, qu'il s'agissait de traiter dans la dernière période, par la politique de la ville. Prises en compte en raison des "manques" qui les caractérisent, les populations des "quartiers" ont dans le même temps, été sollicitées par le biais de diverses tentatives de "responsabilisation" et régulièrement dénoncées comme « assistées », lorsque ces tentatives ne produisaient pas les effets escomptés. Faire de l'urbain le terrain des difficultés sociales n'a pourtant pas empêché les pouvoirs publics de continuer à devoir porter la charge morale de ces difficultés sociales.

Le passage de la question urbaine à la question environnementale et sa gestion par le biais d'un gouvernement par la durabilité ont donc permis :

- de désocialiser les enjeux et l'injonction publique, devenus environnementaux,
- et surtout d'inverser les responsabilités en faisant porter cette injonction non plus sur l'Etat et les collectivités, mais sur les populations elles-mêmes, devenus responsables, par leurs actions quotidiennes, de l'avenir de nos enfants et de notre survie collective. Les pouvoirs publics se contentant d'une obligation de moyens (veli'b, écoquartiers, éco-emballages, etc.) et non de résultat comme dans la période précédente (taux de chômage, stigmatisation des "quartiers", "intégration", etc.)⁵.

Les enjeux de la critique

Cette entreprise de déplacement de la question urbaine et de son passager clandestin, la question sociale, vers la question environnementale est cependant confrontée à des résistances qui s'expriment de multiples manières. Ces résistances sont assez régulièrement présentées sous la forme d'actions militantes dont l'icône actuelle est la Zone À Défendre, version environnementale du squat urbain des années 80. Ces expériences ont en effet donné lieu, de la part des acteurs eux-mêmes, à un travail de montée en généralité soutenu. Par ces opérations, il s'agit autant de bâtir un projet alternatif, que de dénoncer le "monde" dont est issu le projet contesté (aéroport, barrage, ferme industrielle, etc.). En ce sens, ces mouvements de résistances sont de nature non seulement sociale, mais aussi anthropologique, et proposent une autre approche de l'articulation entre les rythmes et cycles sociaux et naturels. Dans quelle mesure, les controverses qui traversent la ville durable et engagent potentiellement sa transformation peuvent-elles alors être représentées ?

D'une part, ces résistances se caractérisent par leur pluralisme formel, différencié au gré des appuis critiques qu'elles utilisent (exit, procédures juridiques, dénonciation publique, refus du tri des déchets, stationnement sauvage, happenings, création de nouveaux labels, etc.). D'autre part, ces résistances semblent homogènes sur le fond, portées par un modèle idéal politique et anthropologique complexe et exigeant. Horizon démocratique et alternatif total, il nécessite en effet une socialisation et une émancipation qui se réalisent par une écologie pratique donnant une place centrale aux collectifs (eux-mêmes fondés sur une exigence de démocratie directe). En

⁴ La cité ouvrière visait justement à cantonner cette question au sein de l'entreprise, en recentrant la vie ouvrière hors travail sur la famille (L. Murard et P. Zylberman, *Le petit travailleur infatigable. Villes-usines, habitat et intimités au XIX^{ème} siècle*, Paris, Recherches, 2003).

⁵ J. Boissonade, « De la question urbaine à la question environnementale. Et de ses conséquences sur la gouvernance des villes », Communication au colloque Europe en mouvement : lieux, passages (Cerisy à Berlin. Berlin à Cerisy), Cerisy-la-Salle, 4 juin 2015.

revanche, les forces qui portent la ville durable paraissent homogènes dans leur forme. Elles portent une approche systémique et un gouvernement axiologique top down, mais elles sont plurielles, voire contradictoires sur le fond⁶. Les institutions multiplient en effet les motifs de durabilité (pic pétrolier, vivre ensemble, biodiversité, citoyenneté, etc.), en réponse à la diversité des expériences invoquées par la critique (difficulté à vivre et travailler avec un seul véhicule par foyer, à respecter les températures conseillées, etc.). On a donc une structuration qui produit des effets inverses sur ceux qui portent la critique du développement durable et sur ceux exerçant une emprise au cours du processus.

Conclusion

Si l'on devait donner un sens à l'évolution des projets urbains qui sont censés incarner une réponse aux problèmes environnementaux, ce texte émet donc l'hypothèse, qu'il est à chercher, non dans la question environnementale elle-même, mais plutôt dans la question que ces projets visent à amenuiser : la question sociale.

"Transformer" par le durable signifierait alors mettre en œuvre des projets urbains susceptibles de minimiser la question sociale comme enjeu de controverse au profit d'une question environnementale, a priori consensuelle et d'une réponse de principe, le développement durable, non discutable ; seuls les dispositifs d'application restant actualisables en fonction des découvertes scientifiques et des territoires.

Cependant, cette transformation urbaine par le durable résulte aussi des conflits et controverses qui traversent les projets urbains réalisés en son nom. De manière générale, ces conflits reposent pour ceux qui critiquent la ville durable, sur l'inadéquation entre leurs expériences quotidiennes, les modèles promus par les institutions et les projets urbains réalisés. Cependant, ces acteurs critiques et ceux qui portent la ville durable ne sont pas structurés de manière identique, tant sur le fond, en termes d'argumentation, que sur les formes d'action. Les résistances à la ville durable s'expriment de manière très diversifiée (procédures juridiques, refus du tri des déchets, stationnement sauvage, etc.), mais portent sur le fond un idéal démocratique et alternatif "total", dans lequel la socialisation et l'émancipation reposent sur une écologie pratique du collectif. En revanche, les acteurs, notamment institutionnels, qui portent la ville durable adoptent une approche formellement homogène, valorisant par exemple les réponses systémiques à la question environnementale, mais sur le fond les motifs de durabilité sont assez divers (pic pétrolier, vivre ensemble, biodiversité, citoyenneté, etc.) et peuvent être contradictoires⁷. Les transformations des projets urbains durables semblent issues de cette controverse opposant les porteurs de la ville durable qui peinent à représenter les expériences, parfois éprouvantes, des populations dans leur modèle, aux porteurs de sa critique qui peinent à représenter une écologie des pratiques "totalisante" comme alternative à ce modèle. D'un côté comme de l'autre, la question sociale, bien qu'apparemment absente, reste au centre des transformations.

Commentaire photo :

⁶ J. Boissonade, « Une approche pragmatiste dans la critique du développement durable », *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Boissonade J. (dir.), éditions Petra, 2015, p. 41-72.

⁷ J. Boissonade, *Une approche pragmatiste...*, op. cit., p. 41-72.

L'avenue Diagonal traverse Barcelone de part en part et termine sa course sur le front de mer, dans le quartier du Forum comprenant notamment la "Maison des cultures du monde", livrée en 2004 par les architectes Herzog et de Meuron et plus récemment, cet immense panneau solaire de la taille d'un terrain de foot.

Ce monument énergétique célèbre l'ambition de la capitale catalane de faire partie des smart grids les plus en pointe dans le monde, notamment par le pilotage en temps réel des flux qui la traverse⁸. Depuis sa création, la réglementation favorisant la filière solaire s'est renforcée. Chaque année, Barcelone économise plus de 70 000 Mwh et se fixe comme objectifs de réduire la consommation d'énergie de la ville de 17% et les gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020⁹.

Pourtant, l'inauguration du Forum a donné lieu à une manifestation dénonçant le "Forum de la spéculation et de l'hypocrisie"¹⁰. Ce Forum est en effet la pierre de touche de la rénovation urbaine du quartier Poble nou, remplacé aujourd'hui par le "Cluster créatif @22"¹¹. La contestation lors de l'inauguration une des multiples manifestations de résistance face à la conception de l'urbain prônée par la municipalité et la Région¹². Cette contestation menée par l'association "Salvem Can Ricart" est issue des luttes pour la sauvegarde de l'usine du même nom, fabrique de tissus imprimés devenue depuis la pièce maîtresse du Smart city campus, issu d'un partenariat public-privé associant la puissance publique à des entreprises telles que Cisco et Schneider Electric¹³.

On voit ici que la difficile représentation d'une transformation de l'urbain par le durable, qui combine l'infiniment petit (les réseaux numériques) et l'infiniment grand (les systèmes techniques), conduit à manifester cette transformation par des objets urbains qui masquent cette double orientation à vocation anthropologique.

⁸ B. Raphaël, « La Fab City de Barcelone ou la réinvention du droit à la ville », *Urbanews.fr*, 10 mars 2015, <http://www.urbanews.fr/2015/03/10/48041-la-fab-city-de-barcelone-ou-la-reinvention-du-droit-a-la-ville/> ; consulté le 28/09/15.

⁹ L. Barras, « Développement durable - Barcelone rayonne », *Le petit journal*, 27 avril 2012, <http://www.lepetitjournal.com/barcelone/accueil/actualite/104774-developpement-durable-barcelone-rayonne> ; consulté le 28/09/15.

¹⁰ Nouvel obs., « Le Forum des Cultures de Barcelone ouvert », 12 mai 2004 ; <http://tempsreel.nouvelobs.com/culture/20040509.OBS9002/le-forum-des-cultures-de-barcelone-ouvert.html> ; consulté le 28/09/15.

¹¹ P. Ballester, « Quartier d'artistes versus cluster numérique. Entre conflit foncier et production d'un nouvel espace créatif : le 22@ de Poblenou à Barcelone », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement [En ligne]*, 2013, mis en ligne le 01 janvier 2014, URL : <http://tem.revues.org/2022> ; consulté le 28/09/2015.

¹² H.-T. Minassian, *Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone* ; *Cahier Construction politique et sociale des territoires*, 2012, pp.49-58. <halshs-00681371> ; consulté le 28/09/15. E. Haddad, « Barcelone, modèle de gentrification », *regards.fr*, 12 septembre 2012 ; <http://www.regards.fr/acces-payant/archives-web/barcelone-modele-de-gentrification,5526> ; consulté le 28/08/15.

¹³ Ces partenariats urbains publics privés relèvent d'une logique de privatisation de l'espace public similaire à celle développée lors de la manifestation "Forum universel des cultures" de 2004 (cf. <http://www.barcelona2004.org/www.barcelona2004.org/eng/quees/patrocinadores.htm> ; accédé le 28/09/15)